



Rappels réglementaires et outils de préservation des zones humides

**Journée « Zones humides » sur le bassin
versant de la Mayenne
9 novembre 2018**





Cadre réglementaire

Au niveau européen :

- DCE du 23/10/2000

Objectif de bon état et de non dégradation des masses d'eau.

Zones humides peuvent contribuer à l'atteinte du bon état des cours d'eau et des plans d'eau.

- Directives « Habitats » et « Oiseaux », au travers du réseau Natura 2000



Cadre réglementaire

Au niveau national :

- L.211-1 CE : objectif de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, visant à assurer la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides.

Définition des zones humides : terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.



Cadre réglementaire

- R.211-108 CE précise définition :

Les critères à retenir sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles (le sol suffit).

- AM 01/10/2009 modifiant 24/06/2008 précisant les critères de définition et de délimitation des ZH : liste des sols, liste des espèces végétales et habitats, méthode de relevés pédologique et floristique.



Cadre réglementaire

Deux critères importants :

- la végétation : présence d'habitats caractéristiques ou d'espèces dominantes indicatrices de zones humides
- la pédologie : présence de sols caractéristiques de zones humides.



Une évolution jurisprudentielle

Le Conseil d'État a considéré dans un arrêt récent (CE, 22 février 2017, n° 386325) « qu'une zone humide ne peut être caractérisée, lorsque de la végétation y existe, que par la présence simultanée de sols habituellement inondés ou gorgés d'eau et, pendant au moins une partie de l'année, de plantes hygrophiles. » Il considère en conséquence que les deux critères pédologique et botanique sont, en présence de végétation, « cumulatifs, (...) contrairement d'ailleurs à ce que retient l'arrêté (interministériel) du 24 juin 2008 précisant les critères de définition des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. »



Note technique

26 juin 2017

Objet de la note : préciser la notion de « végétation » inscrite au L.211-1 suite à la lecture des critères de caractérisation des zones humides faite par le Conseil d'État.

Ainsi celle-ci ne peut, d'un point de vue écologique, que correspondre à la végétation « spontanée ». En effet, pour jouer un rôle d'indicateur de zone humide, il apparaît nécessaire que la végétation soit attachée naturellement aux conditions du sol, et exprime – encore – les conditions écologiques du milieu (malgré les activités ou aménagements qu'elle subit ou a subis).

Par conséquent, l'arrêt du Conseil d'État jugeant récemment que les deux critères, pédologique et botanique, de caractérisation des zones humides, sont cumulatifs en présence de végétation ne trouve donc pas application en cas de végétation « non spontanée ».

Ainsi, deux cas peuvent se présenter :

Cas 1 : En présence d'une végétation spontanée, une zone humide est caractérisée à la fois si les sols présentent les caractéristiques de telles zones (habituellement inondés ou gorgés d'eau), et si sont présentes, pendant au moins une partie de l'année, des plantes hygrophiles.

Cas 2 : En l'absence de végétation, liée à des conditions naturelles (par exemple : certaines vasières, etc.) ou anthropiques (par exemple : parcelles labourées, etc.), ou en présence d'une végétation dite « non spontanée », une zone humide est caractérisée par le seul critère pédologique.

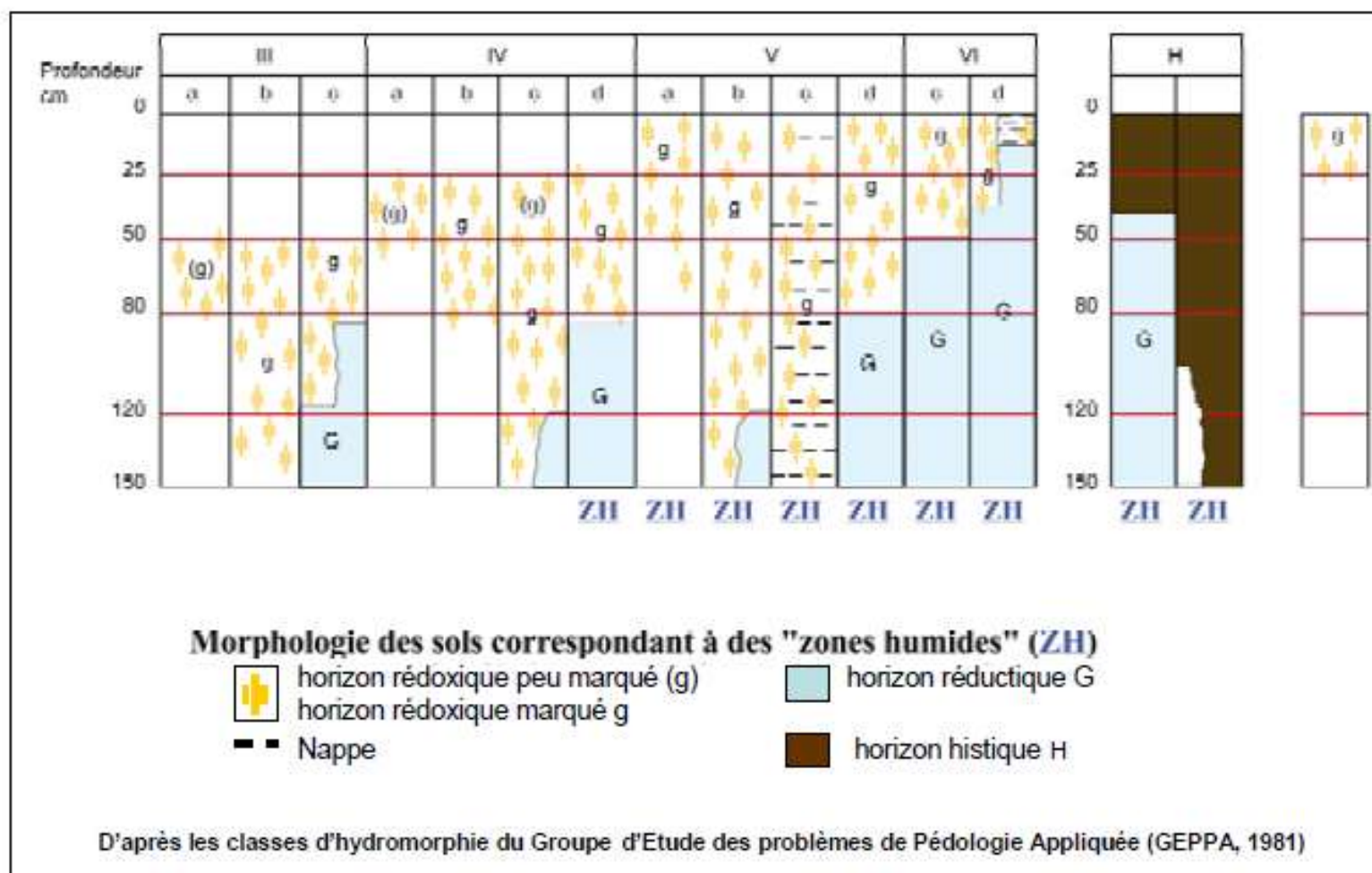


Figure 2 : Classes d'hydromorphie (GEPPA 1981 ; modifié). Les classes Vb, Vc, Vd, VI, H correspondent à des sols de zones humides ; les classes IVd et Va et les types de sols correspondants peuvent être exclus par le préfet de région après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel



Cadre réglementaire

Séquence « éviter, réduire, compenser » précisée et consolidée notamment par loi de reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 3 août 2016.

Articles 2 et 69 codifient des éléments de la doctrine nationale ERC dans code de l'environnement et enrichissent les principes de la séquence ERC :

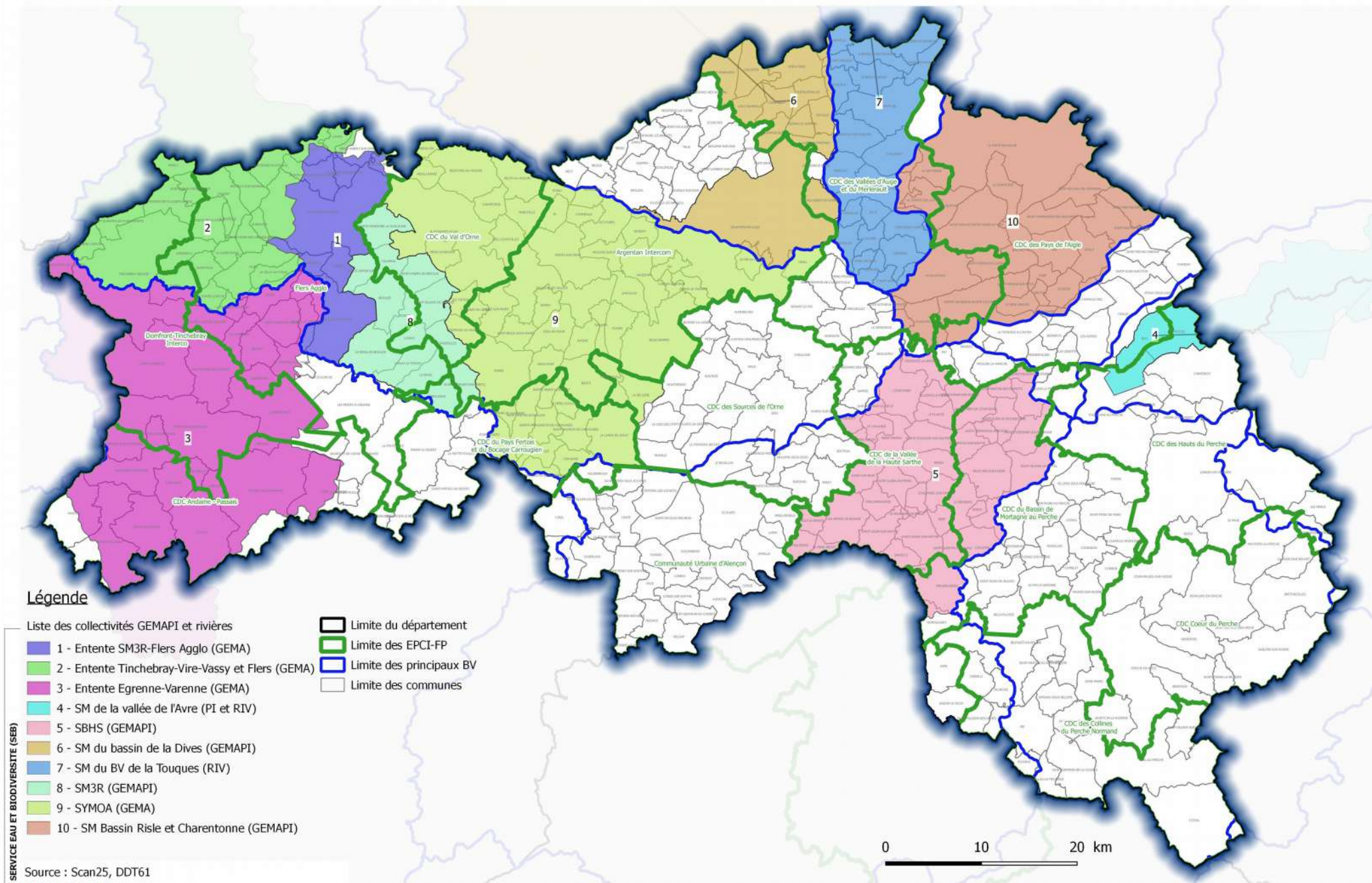
- Définition de la séquence ERC qui hiérarchise les 3 phases (L.110-1)
- Objectif d'absence de perte nette voire de gain de biodiversité (L.110-1)
- Obligation de résultat des mesures de compensation (L.163-1)
- Effectivité des mesures pendant toute la durée des impacts (L.163-1)
- Proximité fonctionnelle des mesures vis-à-vis du site endommagé (L.163-1)
- Géolocalisation des mesures compensatoires (L.163-5)
- Non-autorisation du projet en l'état si les atteintes liées au projet ne peuvent être ni évitées, ni réduites, ni compensées de façon satisfaisante (L.164-3)



GEMAPI

- Compétence obligatoire pour les EPCI-FP au 01/01/18 : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- Missions relatives à la GEMAPI définies aux 1, 2, 5 et 8 du I de l'article L.211-7 CE :
 - Aménagement de bassins hydrographiques
 - Entretien de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau
 - Défense contre les inondations et contre la mer
 - **Restauration** des sites, des écosystèmes aquatiques et **des zones humides**, ainsi que des formations boisées riveraines
- Procédure de DIG maintenue

Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations Structures de coopération dans le département de l'Orne envisagées au 1er janvier 2019





Outils de préservation

- Au niveau de la planification
- Le SDAGE Loire Bretagne : approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de Bassin du 18/11/2015.

Chapitre 8 : Préserver les zones humides

Disposition 8.B1 :

Les maîtres d'ouvrages de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet afin d'éviter de dégrader la zone humide.

A défaut, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.



Outils de préservation

Le maître d'ouvrage doit prévoir la recreation ou la restauration de zones humides cumulativement :

- Équivalente sur le plan fonctionnel
- Équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité
- Dans le bassin versant de la masse d'eau

A défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface.



Outils de préservation

- SAGEs : fixent pour objectif d'inventorier les zones humides et de les protéger dans les documents d'urbanisme
- Objectif général 2 du SAGE Mayenne : préserver et restaurer les zones humides

Déclinaison en 3 objectifs :

- Protection de la fonctionnalité des zones humides
- Entretien adapté des zones humides
- Restauration des fonctions des zones humides



Outils de préservation

- Au niveau opérationnel (projets)
- CE soumet à autorisation (A) ou déclaration (D) les IOTA ayant un impact négatif sur les milieux aquatiques et dépassant certains seuils. Pour les ZH :

Rubrique 3.3.1.0 : Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :

- 1) supérieure ou égale à 1 ha (A) ;
 - 2) supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha (D).
- Les zones humides présentes sur les sites Natura 2000 sont également soumises à évaluation d'incidences.



En pratique

Le projet est-il soumis au titre de ces dispositions ?

- Adresser demande ou formulaire spécifique (création ou réparation d'un réseau de drainage, entretien de cours d'eau ou fossés, création de plan d'eau) au Service eau et biodiversité de la DDT de l'Orne
- Consulter l'atlas DREAL des zones humides (prédisposition), les études locales (documents d'urbanisme, SAGE...)
- Instruction à la DDT :
 - Identification sur le terrain de zones potentiellement humides
 - Courrier indiquant si travaux soumis à procédure ou non
 - Si oui : application méthode ERC dans dossier. Le cas échéant, mesures compensatoires efficaces indispensables.



Guides et protocoles

GUIDE de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides



METHODE NATIONALE D'EVALUATION DES FONCTIONS DES ZONES HUMIDES



PREFET DE
L'ORNE

Direction Départementale des Territoires de l'Orne





Une méthode pour :

- **harmoniser** sur l'ensemble du territoire français métropolitain, les modalités de caractérisation des fonctions des zones humides et donc de réalisation d'un état initial ;
- **alerter** sur la présence de certains enjeux associés aux zones humides impactées ;
- **réduire** l'ampleur et l'intensité probables des impacts du projet sur ces fonctions ;
- et enfin **adapter** au cas par cas, les choix techniques à effectuer pour réaliser un projet et proposer des mesures de réduction et de compensation.





3 fonctions déclinées en 10 sous-fonctions :

Fonctions hydrologiques



ralentissement des ruissellements

recharge des nappes

rétenction des sédiments

Fonctions
biogéochimiques



dénitrification des nitrates

assimilation végétale de l'azote

adsorpt. précipit. du phosphore

assimilation végétale des orthophosphates

séquestration du carbone

Fonctions habitats



support des habitats

connexion des habitats





Une méthode applicable sur quoi ?

Les zones humides selon Art. L.211-1 du Code de l'environnement précisé par l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 modifié



...délimitées selon les critères de définition et de délimitation des zones humides détaillés dans l'arrêté interministériel du 24 juin 2008 modifié en octobre 2009 en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'environnement.

→ Surtout les critères
pédologiques et botaniques.



En métropole, sauf les milieux saumâtres et salés littoraux.



L'identification comme étant en ZH et
la délimitation des ZH,
préalable indispensable à l'application de la méthode.

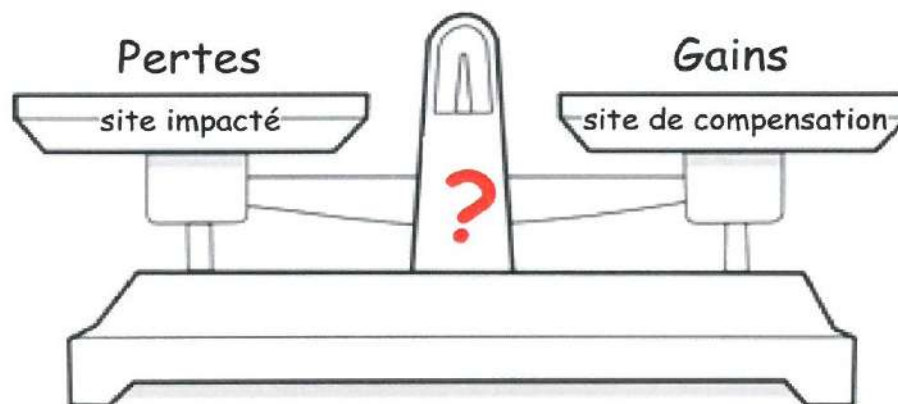




Une méthode pour répondre à quelle question ?

Dans le cadre de la séquence « éviter, réduire, compenser » :

**Les pertes fonctionnelles sur le site impacté
sont-elles compensées par les gains fonctionnels sur le site de compensation
après la mise en œuvre des mesures compensatoires ?**





Pour approfondir

A l'adresse suivante :

<http://www.zones-humides.org/guide-de-la-methode-nationale-devaluation-des-fonctions-des-zones-humides>



Merci pour votre attention